

tal de prendre part au cycle d'étude régional sur la mise en œuvre effective des droits de l'homme sur le plan national, qui est organisé en collaboration avec le Gouvernement de la Jamaïque, et de manière que le cycle d'étude sur l'éducation civique et politique de la femme, qui est organisé en collaboration avec le Gouvernement de la Finlande, ait lieu sur une base mondiale;

3. *Prie* le Secrétaire général d'organiser le programme de cycles d'étude pour 1968 de telle façon qu'il soit possible de tenir un troisième cycle d'étude sur un sujet se rapportant à la condition de la femme;

4. *Prie* le Secrétaire général d'envisager la possibilité d'utiliser certains des fonds affectés aux bourses de perfectionnement pour un projet pilote de formation en groupe plutôt que de formation individuelle.

1439^e séance plénière,
26 juillet 1966.

1126 (XLI). Esclavage

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Rapporteur spécial sur l'esclavage⁵⁸, établi conformément aux résolutions 722 D (XXX), 826 E (XXXII), 890 (XXXIV) et 1077 (XXXIX) du Conseil en date des 12 juillet 1963 et 28 juillet 1965 respectivement,

Rappelant la résolution 1841 (XVII) de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1962, et les résolutions 722 D (XXX), 826 E (XXXII), 890 (XXXIV) et 1077 (XXXIX) du Conseil en date des 25 juillet 1960, 27 juillet 1961, 24 juillet 1962 et 28 juillet 1965 respectivement, sur l'esclavage,

Considérant que l'esclavage sous toutes ses formes, la traite des personnes, l'*apartheid* et le colonialisme doivent être abolis,

Considérant qu'une action doit être entreprise pour mettre fin à l'esclavage, à la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations y compris les pratiques et aspects esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme,

Considérant en outre qu'en devenant tous parties à la Convention internationale de 1926 sur l'esclavage et à la Convention supplémentaire de 1956 et en appliquant intégralement lesdites conventions, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique contribueraient de façon importante à la réalisation de cet objectif,

Considérant que la célébration en 1968 de l'Année internationale des droits de l'homme offre l'occasion d'examiner l'efficacité de l'action entreprise par les Nations Unies pour abolir l'esclavage,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Rapporteur spécial sur l'esclavage, M. Mohamed Awad;

⁵⁸ E/4168 et Add.1 à 5.

2. *Invite à nouveau* tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui ne le sont pas encore, à devenir parties, aussi tôt que possible, à la Convention internationale de 1926 sur l'esclavage et à la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage;

3. *Invite* le Comité préparatoire de la Conférence internationale des droits de l'homme à inscrire la question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations à l'ordre du jour de la Conférence;

4. *Prie* le Secrétaire général de faire imprimer, si possible, le rapport du Rapporteur spécial et de lui donner une très large diffusion;

5. *Décide* de renvoyer la question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations y compris les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme à la Commission des droits de l'homme;

6. *Demande* à la Commission des droits de l'homme de soumettre, au plus tard à la quarante-troisième session du Conseil, un rapport sur la question qui contiendrait des propositions concrètes sur les mesures efficaces et immédiates que les Nations Unies pourraient prendre pour mettre fin à l'esclavage dans toutes ses pratiques et manifestations;

7. *Invite* l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à poursuivre son programme d'éducation destiné à corriger la conception sociale qui tolère l'existence de l'esclavage ou de formes de servitude analogues à l'esclavage.

1439^e séance plénière,
26 juillet 1966.

1131 (XLI). Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Le Conseil économique et social,

Ayant pris note de la résolution 1 (XIX) de la Commission de la condition de la femme⁵⁹ concernant le projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes,

Transmet à l'Assemblée générale le projet de déclaration annexé à la présente résolution, les amendements soumis à la quarante et unième session du Conseil⁶⁰ et les comptes rendus analytiques de ses débats pertinents à ladite session⁶¹ ainsi que le rapport de la Commission de

⁵⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 7 (E/4175), par. 160.

⁶⁰ E/AC.7/L.490; E/AC.7/SR.540 et 543.

⁶¹ E/AC.7/SR.539 et 540, 542 à 544 et Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, 1439^e séance

la condition de la femme sur sa dix-neuvième session ⁶² et les comptes rendus analytiques des débats pertinents de la Commission à ladite session ⁶³.

1439^e séance plénière,
26 juillet 1966.

ANNEXE

PROJET DE DÉCLARATION SUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES

Préambule

L'Assemblée générale,

Considérant que les peuples des Nations Unies ont, dans la Charte, réaffirmé leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité des droits des hommes et des femmes,

Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme affirme le principe de la non-discrimination et proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits, et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamées dans la Déclaration, sans distinction aucune, notamment de sexe,

Tenant compte des résolutions, déclarations, conventions et recommandations de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ayant pour objet de promouvoir l'égalité de droits des hommes et des femmes,

Préoccupée de constater qu'en dépit de la Charte, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et qu'en dépit des progrès accomplis, les femmes continuent de faire l'objet d'importantes discriminations,

Considérant que la discrimination à l'égard des femmes est incompatible avec la dignité de la femme en tant qu'être humain et avec le bien-être de la famille et celui de la société, et empêche les femmes de participer à la vie politique, sociale, économique et culturelle de leur pays à égalité avec les hommes et de servir leur pays et l'humanité dans toute la mesure de leurs possibilités,

Convaincue que le complet développement d'un pays demande la participation maximale des femmes dans tous les domaines,

Considérant qu'il est nécessaire de faire reconnaître universellement, en droit et en fait, le principe de l'égalité des hommes et des femmes,

Proclame solennellement la Déclaration suivante:

Article premier

Toute discrimination fondée sur le sexe, ayant pour effet de détruire ou de limiter l'égalité de droits des hommes et des femmes, est fondamentalement injuste et constitue une atteinte à la dignité humaine.

Article 2

Toutes mesures appropriées seront prises pour abolir les lois, coutumes, règlements et pratiques en vigueur qui constituent une discrimination à l'égard des femmes, et pour assurer la protection

juridique adéquate de l'égalité de droits des hommes et des femmes, notamment:

a) Le principe de l'égalité des droits figurera dans la constitution ou dans l'acte équivalent à la constitution de chaque pays;

b) Les instruments internationaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées concernant l'élimination de la discrimination à l'égard de la femme seront ratifiés et mis pleinement en œuvre aussi rapidement qu'il sera possible.

Article 3

Toutes mesures appropriées doivent être prises pour éduquer l'opinion publique et inspirer dans tous les pays le désir d'abolir les préjugés et de supprimer toutes pratiques, coutumières et autres, qui sont fondées sur l'idée de l'infériorité de la femme.

Article 4

Toutes mesures appropriées doivent être prises pour assurer aux femmes:

a) Le droit de voter aux élections et d'être éligibles aux organes publiquement élus;

b) Le droit d'occuper des emplois publics et d'exercer toutes les fonctions publiques dans des conditions d'égalité avec les hommes, sans aucune discrimination. Ces droits doivent être consacrés par la législation.

Article 5

La femme doit avoir les mêmes droits que l'homme en matière d'acquisition, de changement ou de conservation d'une nationalité. Le mariage avec un étranger ne doit pas affecter automatiquement la nationalité de l'épouse en la rendant apatride ou en lui imposant la nationalité du mari.

Article 6

1. Toutes mesures appropriées doivent être prises, essentiellement par voie de législation, pour assurer à la femme, mariée ou non mariée, l'égalité des droits avec l'homme dans le domaine du droit civil, et notamment:

a) Le droit d'acquisition, d'administration, de jouissance, de disposition et d'héritage de biens, y compris les biens acquis pendant le mariage;

b) La capacité juridique et l'exercice de cette capacité;

c) Le droit de circuler librement;

d) Le droit de choisir le domicile et la résidence.

2. Toutes mesures appropriées doivent être prises pour établir le principe de l'égalité de condition du mari et de la femme et notamment:

a) La femme aura le droit de choisir librement son conjoint et de contracter mariage de son libre et plein consentement;

b) La femme aura les mêmes droits que l'homme au cours du mariage et lors de sa dissolution;

c) Les parents auront des droits et devoirs égaux en ce qui concerne leurs enfants. L'intérêt des enfants sera la considération primordiale dans tous les cas.

3. Les mariages d'enfants et les fiançailles de filles impubères seront interdits et des mesures effectives, y compris des dispositions législatives seront prises afin de fixer un âge minimum pour le mariage et de rendre obligatoire l'inscription du mariage sur un registre officiel.

Article 7

Toutes les dispositions des codes pénaux qui constituent une discrimination à l'égard des femmes seront abrogées.

⁶² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 7 (E/4175).

⁶³ E/CN.6/SR.440 à 443, 445 à 449, 452, 454 et 455, 461 et 464.

Article 8

Toutes mesures appropriées doivent être prises, y compris des dispositions législatives pour combattre, sous toutes leurs formes, le trafic des femmes et l'exploitation de la prostitution des femmes.

Article 9

Toutes mesures appropriées doivent être prises pour assurer aux jeunes filles et aux femmes, mariées ou non mariées, des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'éducation à tous les niveaux, et notamment:

a) Des conditions égales d'accès et d'étude dans les établissements d'enseignement de toutes catégories, y compris les universités et les établissements professionnels et techniques;

b) Le même choix de programmes et d'examen, un personnel enseignant possédant des qualifications de même ordre, des locaux scolaires et un équipement de même qualité, que les établissements soient mixtes ou non;

c) Des possibilités égales en ce qui concerne l'octroi des bourses et autres subventions pour études;

d) Des possibilités égales d'accès aux programmes d'enseignement permanent, y compris les programmes d'alphabétisation pour adultes.

Article 10

1. Toutes les mesures appropriées doivent être prises pour assurer aux femmes, mariées ou non mariées, les mêmes droits qu'aux hommes dans le domaine de la vie économique et sociale, et notamment:

a) Sans discrimination fondée sur le statut matrimonial ou sur toute autre raison, l'accès à la formation professionnelle, l'accès au travail, le libre choix de la profession et de l'emploi, sous réserve des exceptions qu'impose le caractère dangereux et astreignant du travail, et la promotion dans l'emploi et la profession;

b) Le droit à l'égalité de rémunération avec les hommes et à l'égalité de traitement pour un travail d'égale valeur;

c) Le droit à des congés payés, à des prestations de retraite et au bénéfice de prestations sociales de chômage, de maladie, de vieillesse ou pour d'autres pertes de la capacité de travail.

2. Afin d'empêcher la discrimination à l'égard des femmes du fait de la maternité et d'assurer leur droit effectif au travail, des mesures doivent être prises pour prévoir des congés de maternité payés et la garantie du retour à l'ancien emploi et pour leur ménager les services sociaux nécessaires, y compris des services de puériculture.

Article 11

Il est indispensable que le principe de l'égalité de droits des hommes et des femmes soit mis en œuvre dans tous les Etats, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies.

Les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les individus sont donc invités à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour promouvoir l'observation des principes contenus dans la présente Déclaration.

1132 (XLI). Droits politiques de la femme

Le Conseil économique et social,

Estimant que les mémorandums relatifs aux constitutions, aux lois électorales et aux autres textes législatifs concernant les droits politiques de la femme, établis annuellement par le Secrétaire général comme suite aux résolutions 120 A (VI) et 587 B (XX) du Conseil, en date

des 3 mars 1948 et 3 août 1955 respectivement, se sont révélés utiles à la Commission de la condition de la femme, aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales,

Notant que depuis la publication, en 1959, d'un document récapitulatif⁶⁴ mettant ces mémorandums à jour, de nombreux pays ont adopté des dispositions législatives par lesquelles les femmes ont acquis des droits politiques dans des conditions d'égalité avec les hommes,

Prie le Secrétaire général:

a) D'établir en 1966, avec les mises à jour nécessaires, un rapport récapitulatif fondé sur les mémorandums annuels relatifs aux constitutions, aux lois électorales et aux autres textes législatifs concernant les droits politiques de la femme et de distribuer, par la suite, des suppléments annuels à ce rapport;

b) De préparer tous les deux ans les rapports sur la mise en œuvre des principes énoncés dans la Convention sur les droits politiques de la femme, demandés par la résolution 961 B (XXXVI) du Conseil, en date du 12 juillet 1963, et de combiner ces rapports et le rapport supplémentaire visé ci-dessus à l'alinéa a) en un document unique intitulé « Droits politiques de la femme »;

c) De distribuer ce document à l'Assemblée générale lors de sa vingt-troisième session, en 1968, et par la suite tous les deux ans.

1439^e séance plénière,
26 juillet 1966.

1133 (XLI). Programme unifié et à long terme des Nations Unies pour le progrès de la femme

Le Conseil économique et social,

Prenant note des résolutions 1777 (XVII) et 2059 (XX) de l'Assemblée générale, en date des 7 décembre 1962 et 16 décembre 1965 respectivement, sur l'assistance des Nations Unies pour le progrès de la femme,

Considérant la résolution 1920 (XVIII) de l'Assemblée générale en date du 3 décembre 1963, sur la participation de la femme au développement économique et social,

Notant en particulier le sixième alinéa du préambule et le paragraphe 7 du dispositif de la résolution 2059 (XX) de l'Assemblée générale, concernant l'institution d'un programme des Nations Unies, unifié et à long terme, pour le progrès de la femme, ainsi que le septième alinéa du préambule de cette même résolution où, notamment, il est reconnu qu'il y a lieu d'attirer l'attention de l'opinion publique mondiale sur l'importance du potentiel que l'apport des femmes représente pour le développement national,

Ayant examiné les rapports que le Secrétaire général a établis comme suite à la résolution 1777 (XVII) de l'Assemblée générale concernant un programme à long terme pour le progrès de la femme⁶⁵,

⁶⁴ A/4159.

⁶⁵ E/CN.6/435 et Add.1 à 5, E/CN.6/450 et Add.1 à 3.